

VOIX DU MONDE RURAL



N° 85 2007/01

NOTION DE GENRE

VMR

Rédacteur en chef:
Mme Daisy Herman

Administration:
FIMARC asbl
rue Jaumain, 15
B-5330 Assesse
Tél./Fax: 32/83/65 62 36
fimarc@skynet.be

Compte bancaire:
ING 310-0756026-94
BE87 3100 7560 2694
BIC : BBRUBEBB

Mise en page:
CDR studio graphique
Rue du Monument, 7
B-6730 Ansart
Tél.: 32/63/44 00 67
Fax: 32/63/44 61 39

Photos & dessins:
FIMARC sauf
mention spéciale

Abonnement (2007):
15 euros

Parution: 27^{ème} année

Impression:
Impribeau
Beauplateau, 1
B-6680 Sainte-Ode
Tél.: 32/61/68 88 35
Fax: 32/61/68 86 87

© FIMARC

Sommaire

	Editorial	3
	Action des mouvements	5
	Dossier	11
	Interview	23
	John Chrysostom MWIDU d'Ouganda	
	Informations générales	29

En couverture : Participante au programme Ouganda, février 2007.

Périodique publié en quatre langues par la FIMARC qui donne un écho de la vie du monde rural et de l'action des mouvements membres ou non de la Fédération.



Bobo, Burkina Faso.

Dans les derniers numéros de VMR, nous avons largement abordé les questions de bonne gouvernance, de démocratie participative et des mécanismes pour faire avancer ces concepts. Dans ce numéro, nous voudrions aborder une question d'importance car, si par principe il est évident que la démocratie concerne tous les citoyens, nous constatons dans les faits que les femmes ne jouissent pas toujours des mêmes droits que les hommes.

Nous y aborderons la notion de genre qui va bien au-delà des différences physiques et sexuelles entre femmes et hommes. La notion de genre nous provoque à analyser les discriminations envers les femmes dans les contextes sociaux, historiques, culturels, politiques et à prendre conscience que ces situations peuvent être changées.



Un des espaces qui permet aux femmes de réfléchir à leurs conditions de vie, de participation citoyenne, aux actions à mener ensemble, entre femmes et au sein des communautés villageoises, sera le VIe Congrès Mondial de la Femme Rurale. Ce Congrès aura lieu du 19 au 21 avril prochain à Durban (Afrique du Sud) et traitera de la question de la pauvreté des femmes en rural. Le thème retenu pour cette Conférence est « Unies dans notre diversité : travaillons ensemble à l'émancipation des femmes rurales de la pauvreté et de la faim ».

Nous sommes convaincus de la nécessité d'espaces privilégiés pour que les femmes puissent se retrouver entre elles pour débattre de leurs problèmes propres, des stratégies qu'elles veulent développer, mais nous sommes aussi convaincus de la même nécessité de travailler ensemble, hommes et femmes, dans des actions communes et concertées pour faire avancer nos revendications, qu'elles soient celles de la souveraineté alimentaire, d'économie solidaire et de développement harmonieux.

Outre ce dossier, vous trouverez dans ce numéro de votre revue, vos rubriques actuelles : les actions des mouvements, l'interview d'un coordinateur de la FIMARC en Afrique anglophone et les infos générales.

Dans ces informations générales, nous vous signalons la prochaine rencontre du Bureau et du Comité exécutif de la FIMARC. Ces réunions seront suivies d'un séminaire sur l'économie solidaire que nous organisons en commun avec le MIJARC, dans la volonté affirmée de l'Assemblée générale de travailler de manière plus proche avec les jeunes ruraux. Le thème de l'économie solidaire sera le thème du dossier du prochain numéro de VMR.

Nous tenons à remercier MISEREOR qui cette année encore rend possible la publication du « Voix du Monde Rural » grâce au soutien financier qu'il nous accorde.

Bonne lecture et n'hésitez pas à nous écrire, nous interpellier et contribuer à faire du VMR, un véritable outil d'échanges entre les ruraux du monde.

Daisy HERMAN,
Secrétaire générale

Action des mouvements

Ouganda

Une première étape concrète de création de mouvement a eu lieu en Ouganda. A l'invitation du Bureau National de l'Apostolat des Laïcs, une cinquantaine de représentants de 8 diocèses, l'équipe de responsables de l'Apostolat des laïcs

« jeunes » et « adultes » et la Secrétaire générale de la FIMARC ont participé à un programme de 4 jours pour établir un plan d'action concret pour le développement d'actions au niveau local dans le cadre de la souveraineté alimentaire et au niveau national pour la mise sur pied d'un mouvement CARAM.



Participants au programme Ouganda 2007.

Madagascar

En décembre 2006, la campagne de litchis a accaparé la plupart des paysans. Cette fébrilité d'ordre socio-économique touche presque tout le littoral Est de Madagascar; activité rémunératrice, par excellence, la saison de litchis vise, principalement, le marché européen, mais les opérateurs reçoivent de plus en plus de propositions d'achat fermes provenant des États-Unis. En 2006, plus de 10.000 tonnes de litchis ont été présentées sur les étals des commerçants européens. Mais la concurrence est rude car l'Afrique du Sud est déjà sur place et ce, depuis un mois. Avec son savoir-faire et la fidélisation étant, il sera difficile de supplanter cette présence sud-africaine. Et la proximité de l'Europe, ainsi que l'appui d'une logistique maritime, voire aérienne, sans compter l'inévitable rapport qualité/prix, influent en faveur des opérateurs sud-africains et ce nonobstant, la qualité de membre à part entière de la Grande Ile au sein de la SADC ou encore de la COMESA.

Guatemala

L'émergence des femmes indiennes au Guatemala est relativement récente. Des minis révolutions se produisent au quotidien chez ces femmes amenées à repenser leur identité en fonction d'aspirations nouvelles. Ne plus se laisser imposer son comportement de l'extérieur, mais laisser pointer et accepter ses envies à partir de l'introspection et d'un travail sur soi, telle est la démarche qui semble guider une part grandissante des femmes indiennes au Guatemala. Cette construction des femmes indiennes comme « sujets », si elle est bien en route, s'avère particulièrement complexe et douloureuse en raison de leur identité de femme et d'indienne et du niveau de pauvreté qu'elles connaissent en masse. Cela génère une triple oppression : de classe, de sexe et de race qui les relègue à la frange d'un système machiste, raciste et inégalitaire. Elles souffrent du racisme de la société guatémaltèque qui les infériorise, qui bloque leurs opportunités de développement et les expose aux violences.

C'est avec beaucoup de tristesse que nous vous annonçons le décès de Jean Chrysostôme RAZAFIMANDIMBY le 21 février 2007 à Madagascar. Jean Chrys avait été élu membre du Comité exécutif de la FIMARC lors de la dernière Rencontre mondiale en Corée du Sud.



A cela s'ajoute des inégalités sexuées qu'elles expérimentent au sein même de leurs communautés qui s'organisent à partir d'une division sexuée des rôles, d'un machisme qui imprègne les comportements et d'un fort contrôle social. L'émergence de ces femmes est donc porteuse d'espoirs car elle peut conduire à englober une lutte sur tous les fronts visant une transformation radicale et profonde de la société. Leur combat représente une potentialité de penser une société plus démocratique, respectueuse de la diversité des individus la composant.

Mexique

L'organisation CEDESA a fêté ses 40 ans de vie et de travail le 24 février dernier. Ce fut l'occasion de présenter un livre relatant, de manière systématique, les expériences et les alternatives menées en 40 années pour la promotion sociale et humaine dans la région Nord de Guanajuato. Ce travail s'est essentiellement développé dans un

esprit communautaire à partir de la vie même des communautés et à partir de ses perspectives de développement, dans le plus grand respect des cultures locales.

Inde – Programme Vanille

Lors du FSM, à l'initiative de l'INAG, des représentants des paysans indiens, malgaches et ougandais, cultivateurs de vanille se sont retrouvés pour une réunion de deux heures afin de faire le point sur l'état du marché de la vanille dans leurs pays respectifs. Il en ressort un même constat : des prix extrêmement bas ne couvrant même pas les coûts de production. De commun accord, ils ont décidé de commencer un travail de recherche systématique pour calculer les coûts réels de production dans les différents pays, pour identifier les différents opérateurs de la filière vanille et pour se retrouver vers la fin de 2007 pour analyser ces données et voir quelles actions mener pour améliorer ce secteur de production.

Réunion autour
de la Vanille
(Nairobi, janvier 2007).





Région ASEAN

De nombreuses ONG de la société civile se sont réunies à Bangkok début février pour réfléchir aux conséquences que pourrait avoir le traité de libre commerce entre l'Union Européenne et la région ASEAN (the Association of Southeast Asian Nations) sensé se conclure à la mi-février.

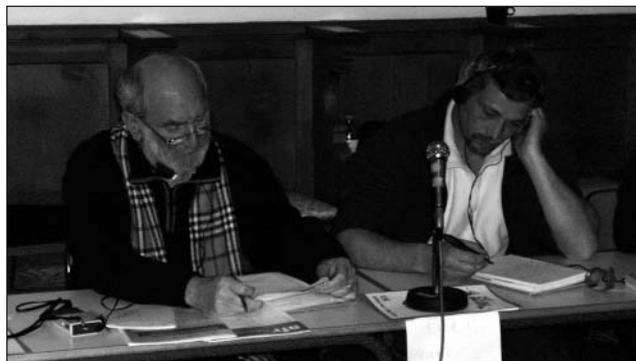
Il apparaît que l'Union Européenne semble promouvoir des politiques d'anti-développement en poussant à l'adoption de mesures déjà rejetées par de nombreux membres de l'ASEAN dans le cadre de l'OMC. De plus, la disparité des situations des pays de la région n'est pas du tout prise en compte dans les propositions de l'UE. Les ONG signataires de ce texte demandent que les besoins et les droits des peuples soient au cœur de toute proposition de développement économique, en ce compris dans les accords commerciaux.

Le texte complet de Bangkok est disponible sur simple demande au secrétariat.

Italie

Six organisations rurales du Nord de l'Italie ont récemment créé l'organisation FARI (fédération des associations rurales italiennes). Outre ARI, syndicat paysan, et RURE, mouvement dans la région de Reggio Emilia, l'organisation IAL Veneto a rejoint la fédération.

Ce groupe de maisons familiales italiennes a pour particularité qu'il fédère les parents d'élèves sur des actions de promotion de l'agriculture paysanne, réseaux de fermes pédagogiques, etc. Ils constatent avec regret que l'alternance est de moins en moins pratiquée en raison des contraintes des programmes scolaires dans lesquels ils doivent rentrer.



Les Délégués italiens à la rencontre de la Coordination européenne 2007.



Belgique

Le mouvement ACRF a lancé fin de l'année 2006, une campagne nationale pour l'accès au logement en milieu rural. Aujourd'hui, pour les personnes à revenus modestes, les familles monoparentales, les jeunes et les personnes âgées, trouver un logement à louer à la campagne devient quasi impossible. L'ACRF, par une campagne de sensibilisation et d'interpellation des pouvoirs communaux, souhaite attirer l'atten-

tion sur ce problème qui est de plus en plus sérieux en Belgique, vu la proximité de pays tel le Grand Duché du Luxembourg, la recherche d'une qualité de vie de la part des citoyens, ayant souvent un meilleur pouvoir d'achat et la spéculation grandissante sur le foncier. La campagne remporte un franc succès, toutes les couches de la population se sentant concernées par cette problématique. Les médias, télévision et journaux écrits, ont largement donné écho à cette action.



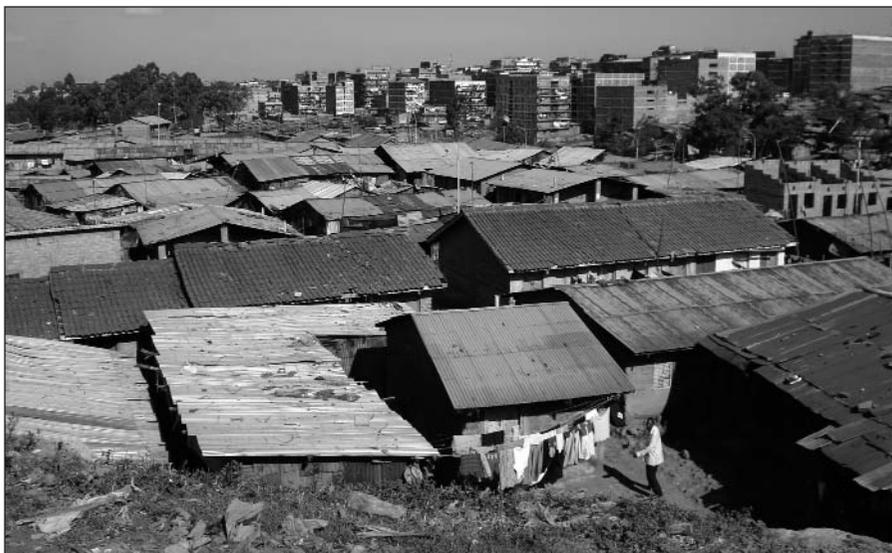
Genre et pauvreté

On dénombre 1,3 milliard d'êtres humains vivant dans la pauvreté, c'est-à-dire avec moins d'un dollar par jour. 70 % d'entre eux sont des femmes.

La pauvreté n'est pas seulement une affaire de revenus, mais touche bien d'autres aspects : l'accès aux services de base tels que l'éducation, les soins de santé, l'eau, le transport ; le droit à un revenu, le droit au travail, le droit à la terre et au capital ; la sécurité ; la participation aux processus de prise de décision.

Ces aspects ont aussi été intégrés dans l'index sexo-spécifique de développement humain et dans l'index GEM du Programme des Nations Unies pour le Développement. Ces indicateurs sont des reflets fidèles de la réalité.

Sur tous les plans en rapport avec la pauvreté, les femmes sont défavorisées par rapport aux hommes. Les situations juridiques, culturelles, sociales, écologiques et/ou économiques sont sources d'inégalité entre les hommes et les femmes, ce qui entraîne une pauvreté croissante pour la population féminine.



Le plus grand bidonville de l'Afrique de l'Est.

Egalité femmes-hommes Encore un long chemin à faire

La Déclaration universelle des Droits de l'Homme – adoptée en 1948 par l'assemblée générale des Nations Unies – proclame dans son article premier : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. » Dans la réalité de notre monde, nous sommes loin de compte de cette proclamation. Et particulièrement en ce qui concerne les droits des femmes, trop souvent traitées en « inférieures » par rapport aux hommes. La notion de « genre » va bien au-delà des différences physiques et sexuelles entre femmes et hommes. La notion de « genre » nous provoque à analyser les discriminations envers les femmes dans les contextes sociaux, historiques, culturels, politiques et à prendre conscience que ces situations peuvent être changées. Et donc à nous engager pour les changer. C'est tout le sens du contenu de ce dossier.



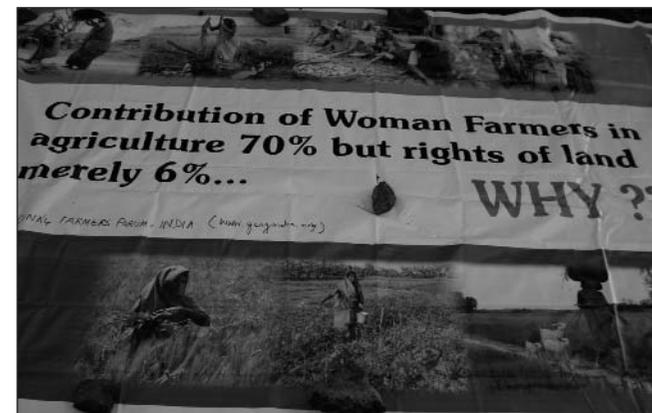
DISCRIMINATIONS INACCEPTABLES

Au Cameroun, Esther Endalé est pharmacienne. Elle reconnaît qu'elle évolue dans un milieu pas toujours très accueillant à la promotion professionnelle des femmes. « Mais, dit-elle, j'ai eu la chance d'avoir accès à l'éducation et donc, de pouvoir prendre des décisions selon ce que je souhaite faire de ma vie. Mais faut-il être d'un milieu privilégié – ce qui est mon cas – pour accéder à ses droits, femme ou homme ? Car en tant que femme, dans une société dominée par les hommes, tous les jours, tout me renvoie à mon état de femme. »

Esther Endalé a eu la chance d'avoir accès à l'éducation, à la culture, ce qui lui permet de faire des choix et de se situer en tant que femme dans la société de son pays. Mais combien de millions sont-elles, ces femmes qui ne peuvent accéder à un minimum de vie décente, tout simplement du fait d'être femme ?



Ecole à Purba Gata, en Inde.



Affiche de Small – Marginal Farmers Forum – India.

Défendre la cause de l'égalité pour toutes

« Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes » affirme l'objectif N° 3 des « Objectifs du millénaire pour le développement » (OMD). Dans de trop nombreux pays, la scolarisation des filles est en retard sur celle des garçons. Quelques chiffres : en Asie du Sud, globalement, 85 filles sont scolarisées en primaire quand 100 garçons le sont ; en Afrique subsaharienne, ce chiffre est de 86. Dans le monde, 114 millions d'enfants n'ont pas accès à l'école primaire. Sur ce total, 63 millions sont des filles, soit 55 %.

Il y a aussi des disparités dans l'enseignement secondaire : pour 100 garçons accédant aux études secondaires, en Asie du Sud, les filles ne sont que 79, comme en Afrique subsaharienne ; dans l'ensemble des régions en développement, le chiffre est de 89 filles pour 100 garçons accédant aux études secondaires.

L'une des conséquences de la non-scolarisation des filles et des femmes est leur présence minoritaire dans les structures politiques de leur pays. En 2005, le pourcentage de femmes parlementaires est de 5 à 10 % en Asie, de 9 % en Afrique du Nord, de 14 % en Afrique subsaharienne, de 19 % en Amérique latine et Caraïbes, de 21 % dans les régions dites développées. La moyenne mondiale est de 16 % de femmes parlementaires, qui est donc encore un domaine « réservé » aux hommes. « Bien sûr, note Mme Marinova, Bulgare, c'est important d'avoir des femmes au Parlement – nous sommes très fières de nos 26 % – mais encore faudrait-il qu'elles défendent la cause de l'égalité pour toutes. »



Femmes : 70 % des pauvres du monde

Dans le secteur économique, nous constatons les mêmes disparités. Il est important que les femmes aient les mêmes salaires que les hommes. Mais surtout, il faut qu'elles aient accès aux mêmes professions et aux mêmes emplois. Dans le monde, les femmes représentent 39 % des salariés et des travailleurs rémunérés, mais seulement 21 % des employeurs de main d'œuvre. Elles représentent 61 % des travailleurs familiaux non rémunérés, surtout dans le secteur agricole.

Dans le monde, les deux tiers des heures de travail réalisées sont fournies par les femmes. Mais elles reçoivent moins de la moitié des revenus. En Thaïlande, dans l'industrie de conserve du poisson, 90 % de la main d'œuvre est féminine et elle est de 85 % dans l'industrie du vêtement. Au Mexique, 42 % de la population féminine active perçoit une rémunération inférieure au salaire minimum ou ne perçoit rien du tout.

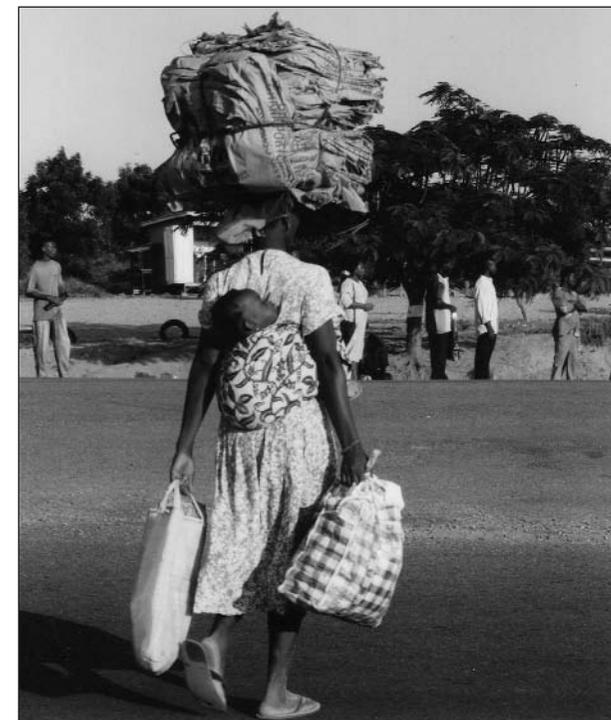
Le seuil de pauvreté absolue – selon l'ONU – est de disposer de 1 \$ US par jour. Dans le monde, 1,3 milliard de personnes sont en dessous de ce seuil, dont 900 millions de femmes, soit 70 % de l'ensemble des pauvres du monde.

Questions proposées aux mouvements et groupes :

- Quelle est la situation des relations femmes-hommes dans le monde rural et paysan ?
- Quelle est la réalité de la répartition des tâches et des rôles respectifs des femmes et des hommes en monde rural et paysan ?
- Comment le mouvement se préoccupe-t-il des discriminations subies par les femmes ?

S'ATTAQUER AUX RACINES DES INEGALITES

Quel que soit le secteur de la vie que l'on examine, les disparités sont criantes au détriment des femmes. Dans l'industrie, l'agriculture, le commerce ou à domicile, le travail des femmes est une réalité trop souvent méconnue. Du fait de la libéralisation économique, leurs conditions de travail et de vie se dégradent, par la précarité et l'inégalité des situations. Mais il ne suffit pas de prendre en compte le travail salarié des femmes. Il faut aussi valoriser le travail dit « non productif », comme les tâches domestiques, les responsabilités familiales.



Ghana, 1995.

Il faut considérer la situation des femmes dans le contexte social, politique, économique, culturel, religieux, etc. Cela passe par la reconnaissance et la promotion de leurs droits les plus élémentaires, lutte menée pour les femmes et par les femmes, pour abolir l'oppression due aux inégalités fondées sur le sexe. Cette promotion doit aider les femmes à se structurer pour s'affirmer comme individus capables de gérer toutes les dimensions de leur vie.



Changer nos schémas mentaux

Avant que d'être des conjointes, des compagnes, des épouses, des mères, des travailleuses, les femmes sont des citoyennes à part entière. Les inégalités s'enracinent dans des systèmes politiques, sociaux, économiques, culturels et religieux, dans un système d'exploitation de l'immense majorité des femmes et des hommes par une minorité. L'oppression subie par les femmes est l'expression la plus visible de cette domination.

Il ne s'agit pas seulement de considérer les différences physiques – anatomiques – entre les femmes et les hommes. Mais de regarder comment les relations femmes-hommes sont définies par la société, comment les rôles assignés à chaque sexe sont socialement et culturellement définis. Ce sont trop souvent les schémas mentaux qui font que l'on ne veut pas s'attaquer aux causes profondes des inégalités entre les femmes et les hommes.

En ce sens, il ne s'agit pas seulement de penser à des actions spécifiques en faveur des femmes, pour accroître leurs revenus, leurs capacités à assumer leur rôle et leurs tâches souvent traditionnelles. Car les femmes ne disposent pas d'accès aux ressources et à leur contrôle : terre, eau, crédit, technologies, formation, éducation, santé, responsabilité politique pour la communauté et la cité. Trop souvent le contexte culturel ou la tradition servent à justifier les inégalités économiques et l'inégale participation des femmes. La tentation est grande de faire du groupe des femmes un groupe vulnérable, au lieu de s'attaquer à ce qui les rend vulnérables.

Tout n'est pas « argent » ou « monnaie »

Nous devons mettre en évidence la réalité des effets sociaux et économiques des discriminations sexuelles, de la dépendance des femmes, de leur pauvreté réelle, de la violence dont elles sont victimes. Tout en favorisant la présence des femmes et des hommes à égalité dans les réunions, dans les lieux de décisions, nous devons nous interroger : quels hommes ? quelles femmes ? pour quelles raisons ? pour quels enjeux et motifs ? Est-ce majoritairement la présence et la participation des notables, des élites ? Ou la présence et la participation effective des personnes concernées – femmes et hommes – et en priorité des plus pauvres du monde rural ?



Par ailleurs, la reconnaissance de la contribution des femmes à la production de richesses et à la promotion du bien-être des sociétés nous provoque à sortir de la logique monétaire. La vie de famille, les rapports sociaux de proximité et d'amitié, les tâches domestiques sont autant de réalités qui structurent la vie en société, mais qui n'ont pas de valeur monétaire. Intégrer les activités non monétaires et les activités rémunérées financièrement pose une autre exigence : tout mettre en œuvre pour une division et un partage des tâches domestiques entre les femmes et les hommes. Considérer la dimension du « genre » provoque aussi les hommes à changer de comportement vis-à-vis des tâches domestiques, d'éducation et de présence familiale.

Ce qui conduit à repenser la démocratie comme lieu de participation de toutes et de tous, mais aussi la vie économique pour de nouvelles formes de distribution des richesses quelle que soit la forme de « travail » des uns ou des autres. Il s'agit de consolider les bases d'une économie et d'une société solidaires, où les femmes sont des sujets à part entière. Ce qui est en jeu, c'est de tout faire pour une vie digne pour chaque personne, une vie exempte de violence, une vie en recherche d'harmonie, de démocratie véritable et de paix.

Questions proposées pour les mouvements et les groupes :

- *Qui a le pouvoir dans tel ou tel domaine de la vie en société, dans la communauté ? Qui a le pouvoir politique de décision ?*
- *Comment est organisée notre société dans les rapports entre le masculin et le féminin ?*
- *Quelles sont les références habituelles pour la répartition des rôles et des tâches entre femmes et hommes ?*



Conférence de Beijing (Chine, 1995).

LES FEMMES DEVIENNENT « VISIBLES » ET ACTRICES

Partout, des femmes s'organisent pour faire reconnaître leurs droits et mettre en cause la répartition traditionnelle des rôles et des tâches. Au Mali, une coopérative d'habitat regroupe un millier de femmes. « Nous ne devons pas dépendre de nos maris, disent les responsables, ni pour l'argent quotidien, ni pour le logement. Nous devons nous assumer et prendre notre destin en main. » Si par malheur, la femme se retrouve seule, elle n'est pas à la rue, car elle a son logement. « Ainsi, nous luttons à notre manière contre l'injustice sociale. »

« Conscientes de notre force en tant que femmes »

Au Cameroun, Esther Endalé, pharmacienne, est aussi animatrice bénévole d'une association de femmes de son quartier, mais dont le rayonnement et l'influence touchent beaucoup de femmes dans le pays. L'association revendique le droit de s'opposer aux mariages forcés, agit pour le droit à l'éducation d'une sexualité humaine dans les écoles, pour que le code régissant la vie des personnes et de la famille soit égalitaire entre femmes et



hommes. « Nous refusons de nous laisser enfermer dans des métiers ou des tâches de « filles », dans des clichés traditionnels. Nous utilisons tous les espaces de liberté dont nous pouvons disposer. Nous nous battons chaque jour pour conquérir et développer ces espaces de liberté. »

Dans les pays connaissant des conflits internes, les femmes sont très souvent en première ligne dans le travail pour la paix. En Côte d'Ivoire, des femmes en association revendiquent le droit à leur place dans les négociations : « Nous ne devons pas laisser les négociations entre les seules mains des hommes. Nous sommes des femmes de paix. » Des associations agissent dans la médiation et l'interpellation des parties en conflit. Elles travaillent en réseaux avec d'autres associations, pour dénoncer les abus et peser sur les décideurs politiques.

Au Népal, aux moments les plus durs du conflit interne, des femmes se sont groupées en associations, pour revendiquer le retour à la paix. Elles ont été en première ligne des manifestations et, devant leur détermination, le pouvoir a cédé et engagé des pourparlers pour la paix. « Nous avons pris conscience de notre force en tant que femmes, disent les responsables. Les femmes ne sont plus les invisibles de la société. Nous devons participer à l'avenir de notre pays. Cela passe par l'éducation des filles, qui ont les mêmes droits que les garçons. »



Honduras, 2000.

Assumer des responsabilités

En Belgique, le Mouvement d'action catholique rurale des femmes (ACRF) travaille à la formation politique des femmes : débats, articles dans la revue du mouvement, diffusion d'analyses et d'actions menées par des femmes, etc. Pour leur promotion en politique, le mouvement organise des formations spécifiques : apprendre à prendre la parole en public, porter les revendications des femmes sur la place publique.

En Amérique latine, le Réseau des femmes pour la résistance porte les « justes et légitimes réclamations des femmes des différents peuples et communautés indigènes et paysannes ». Le Réseau œuvre à établir des lieux de dialogue, de concertation, de négociation sur les situations d'inégalités de conditions et de vie.

Il s'agit de former et d'informer sur l'urgence de mettre en pratique, par les femmes et les hommes ensemble, les fondements d'une bonne gouvernance et d'une véritable démocratie. Il faut s'attaquer aux causes de la pauvreté et non seulement assister les pauvres. Il y va de la protection et promotion des droits humains, femmes et hommes ensemble.

Questions proposées aux mouvements et groupes :

- *Quelles sont les actions du mouvement pour soutenir les organisations de femmes et leurs revendications ?*
- *Comment le mouvement développe-t-il des programmes favorisant l'égalité femmes hommes dans l'accès aux droits humains : terre, eau, enseignement, santé, justice, responsabilités, etc. ?*



Le droit à l'éducation

Madame Tomasevski est rapporteuse spéciale pour le « Droit à l'éducation » à la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Dans son rapport de janvier 2004, elle affirme : « Le droit à l'éducation ouvre la porte à d'autres droits. (...) L'éducation est un bien public, car elle représente la forme la plus répandue de socialisation des enfants. (...) Le déni de ce droit (à l'éducation) entraîne l'exclusion du marché du travail, qui provoque elle-même l'exclusion de la sécurité sociale. ».

Dans le même rapport, Mme Tomasevski affirme qu'il faut considérer « l'éducation comme un droit pour l'Homme et qu'il faut donc la financer de manière adéquate, pour que les enfants n'aient pas à payer leur scolarité ou n'en soient pas privés lorsqu'ils manquent de moyens financiers. »

Quelques faits

- 854 millions d'adultes ne savent ni lire ni écrire ; 2/3 d'entre eux sont des femmes.
- 60 % des 130 millions d'enfants qui n'ont pas accès à l'éducation de base sont des fillettes.
- Chaque minute, on déplore dans le monde le décès d'une femme, imputable à des complications qui auraient pu être évitées si sa grossesse et son accouchement s'étaient déroulés dans de bonnes conditions.
- Le nombre de femmes parlementaires n'atteint pas encore 14 % à l'échelle mondiale.
- A l'échelle planétaire, 1 % de la population la plus riche dispose d'un revenu égal au revenu total de 60 % de la population la plus pauvre, dont 2/3 de femmes (Atlas des femmes, 2003).

L'interview de ce numéro est consacrée à John Mwidu, coordinateur des pays de la région d'Afrique anglophone.

● John, pourrais-tu te présenter ?

○ Je m'appelle John Chrysostom Mwidu. Parfois ma maman m'appelle Bateganya, un nom symbolique des temps difficiles par lesquels maman est passée au moment de ma naissance. Elle est restée 6 jours dans le coma, une des raisons pour laquelle je respecte autant les mères de famille. Je suis né le 06 novembre 1959 à Iganga, à l'Est de l'Ouganda dans la tribu des Basoga dans une famille qui compte 13 enfants et dont je suis le 11e. Aujourd'hui, seuls six d'entre nous sont toujours en vie dont je suis le seul représentant mâle.



John Chrysostom MWIDU d'Ouganda.



Mon père travaillait pour la Communauté de l'Afrique de l'Est et à sa retraite est devenu paysan à temps plein sur une ferme de 7 acres. Nous avons eu ainsi la possibilité d'avoir à manger en suffisance et les revenus nécessaires pour les autres besoins, y compris en termes d'éducation. Mon Père est décédé quand j'étais dans ma 7e année d'école primaire. A cette période, la vie n'était pas facile à la maison et nous avons dû travailler dur avec notre maman. J'ai toutefois terminé mes études secondaires et grâce au soutien des Nations Unies, j'ai pu bénéficier d'une bourse qui m'a permis de terminer des études de comptable public à l'université polytechnique de Nairobi au Kenya. J'ai donc un diplôme en administration publique et j'ai suivi différentes formations en agriculture soutenable et protection de l'environnement. Ma maman est décédée en 1992.

● *Comment considères-tu ton rôle dans la famille ?*

○ Ma femme Mary Immaculate et moi sommes mariés depuis 1988 et nous avons 7 enfants (5 garçons et 2 filles). J'ai grandi dans le milieu rural avec ma mère et parmi des filles et au cours des derniers 18 ans, j'ai travaillé parmi des communautés de différentes cultures. A la

maison, maman nous a appris à participer à tous les travaux domestiques, peu importe le sexe. C'était contraire à la culture Kisoga qui dit par exemple qu'un homme ne doit pas cuisiner. Cela m'a aidé à définir la manière de voir les responsabilités familiales. Chez moi, les responsabilités sont partagées en fonction des capacités et talents de chacun. Mes enfants ont appris à faire n'importe quel travail que ce soit à la maison ou à la ferme.

● *Dis-nous quelque chose sur ton engagement professionnel.*

○ Depuis 1989, je travaille pour la Conférence Episcopale, au secrétariat catholique ougandais en tant que coordinateur national des programmes de jeunes. Mon travail consiste à développer des programmes et des actions pour renforcer les capacités des jeunes paysans et ruraux pour qu'ils puissent jouir de leurs droits et de leur indépendance. Il s'agit aussi de mobiliser et de sensibiliser les jeunes ruraux, de leur faire prendre conscience de leur force et capacités à produire leur propre nourriture et améliorer leur situation familiale en se regroupant en unités de production et de marché ; les sensibiliser également au fait qu'ils ont le droit de déterminer ce qu'ils veulent



Equipe du Secrétariat catholique ougandais.

produire, combien produire, quand le faire et le prix de leur production. Il s'agit également de les sensibiliser sur les enjeux clefs des politiques nationales comme, par exemple, les réformes de la terre, l'égalité de genre... et le plus important de développer la solidarité entre eux.

● *Que peux-tu dire de la situation du « genre » en Ouganda ?*

○ Donner une image claire de la question de genre en Ouganda n'est pas une tâche simple, mais je vais tenter de donner cette image en parlant de la culture, de la religion et du niveau politique.

Culture

L'Ouganda, comme les autres sociétés africaines, est constitué de nombreuses tribus différentes et donc de différentes cultures qui ont leur propre façon de regarder la question. Certaines problématiques sont communes à quasi toutes ces cultures. Par exemple, dans toutes les cultures en Ouganda, c'est l'homme qui est le chef de famille et qui prend toutes les décisions. Ce fait élimine toute idée de dialogue et des bénéfiques que pourraient avoir ce dialogue. L'homme laisse tout le travail aux autres membres de la famille qui se considèrent eux-mêmes comme des » esclaves ».



La plus grande contradiction réside dans la manière dont les filles sont éduquées par leurs mères et leurs tantes qui font passer ce sentiment d'infériorité des filles par rapport aux garçons, qu'elles doivent être obéissantes, respectueuses et soumises aux maris. Dans de nombreuses cultures, une fille est destinée à être épouse et mère et source de richesse pour la famille. Par exemple, dans l'est de l'Ouganda, à Karamoja, une fille qui se marie « vaut » entre 50 et 200 vaches. Ce genre de situation a réellement mis la femme en esclavage et l'a totalement désavantagée

par rapport aux hommes. Dans ce type de culture, l'éducation pour les filles est une chance réelle.

La tradition et la culture ont été et restent encore un obstacle important et, dans ce sens, il est difficile de les changer. Dans ma propre culture, les filles n'ont pas le droit d'hériter de propriétés, plus spécialement d'hériter de la terre quand les parents meurent. Les hommes ont le droit d'épouser plus qu'une femme, mais les femmes n'ont le droit de se marier qu'à un seul homme.



Introduction au Séminaire dans le diocèse de Masaka (février 2007).

Nos cultures contiennent de nombreux éléments qui ne promeuvent pas l'égalité de genre. Il existe aussi des pratiques qui vont même au-delà du non-respect de genre et qui sont des abus à la nature humaine comme par exemple les mutilations génitales des femmes. Les familles qui ont rompu avec ces mauvaises pratiques culturelles ont vu de nombreux progrès dans tous les aspects de leur vie.

Religion

L'implantation de la Chrétienté a amené de nombreux changements dans divers aspects de la vie et plus spécialement dans le domaine des droits et de la justice. Ce qui me dérange le plus est la manière dont certains interprètent la Bible pour satisfaire leurs propres intérêts, par

exemple la soumission est utilisée par de nombreux hommes pour opprimer leurs épouses. On peut aussi constater ce phénomène dans d'autres religions.

Gouvernement

Le gouvernement ougandais a mis en place de nombreuses politiques pour assurer aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes. Certaines de ces politiques sont très bonnes : l'intégration de la notion de genre dans le plan d'éradication de la pauvreté ; les droits d'héritage similaires pour les hommes et les femmes ; des actions délibérées pour créer des opportunités égales pour les femmes à participer au niveau local et national aux politiques de renforcement économique, des politiques contre la violence conjugale... Tout cela sont de très bonnes politiques qui devraient permettre l'évolution de l'égalité de genre, mais la plupart restent malheureusement sur le papier.





Personnellement, je pense que l'égalité des sexes est un pré-requis pour des progrès sensibles. Nous devrions développer cette balance des genres qui ne domme pas nos valeurs culturelles et traditionnelles dans les aspects positifs de nos cultures.

● *Et pour le futur...*

○ C'est la responsabilité de tous ceux qui ont compris ce qu'est le dévelop-

pement, qui parlent du développement et qui travaillent pour le développement, de se mettre ensemble et de donner plus de poids à cette question du genre. J'entends par là les Agences de financement, les ONG, les structures religieuses et légales, la société civile, les leaders culturels, les groupes de jeunes, de femmes et de paysans, ... L'approche devrait être au travers de programmes d'éducation civique dans tous ces groupes cibles.



Culture de café en Ouganda (février 2007).

Informations générales



Remise officielle du Décret d'approbation des Statuts canoniques de la FIMARC au CPPL (Rome, 14 janvier 2007).

Coordinations

Le Bureau s'est réuni à Rome du 15 au 18 janvier dernier avant de se rendre au Kenya pour le Forum Social de Nairobi (FSM). Lors de cette réunion, les membres du Bureau ont été reçus au Conseil Pontifical pour les Laïcs pour recevoir le décret d'approbation des Statuts canoniques de la FIMARC, approuvés par l'Assemblée générale en Corée du Sud. Les membres du Bureau ont aussi rencontré Mgr Parolin, sous-secrétaire de la IIe section de la Secrétairerie d'Etat pour lui pré-

sender le nouveau Bureau et le plan d'action de la FIMARC pour les prochaines années.

A la suite du FSM, les coordinateurs africains et les membres du Bureau ont convoqué une rencontre régionale des pays voisins du Kenya pour renforcer les ébauches de mouvements d'adultes ruraux catholiques existants dans la région à la suite des mouvements de jeunes. Les participants ont proposé à John Mwidu de coordonner les efforts dans la région pour l'établissement de ces mouvements dans les pays voisins.



Réunion de la Coordination européenne à Assesse (Belgique, mars 2007).

La coordination européenne s'est réunie en Belgique les 03 et 04 mars derniers. Outre les échanges entre mouvements sur des problématiques communes telles que les campagnes en faveur du logement en rural ou encore l'immigration, l'objectif de cette réunion était de préparer un plan d'action concret pour le développement des relations avec les pays d'Europe de l'Est et Centrale et pour l'accompagnement des organisations naissantes dans ces pays.

Les membres du Comité exécutif se réuniront en Belgique du 27 avril au 09 mai prochain. Ils auront notamment dans leur agenda la responsabilité de choisir le nouvel Aumônier International de la FIMARC, le mandat du Père Didier Lefebvre arrivant à son terme en novembre 2007. Après la session de travail ordinaire, les membres du CE participeront au séminaire organisé en commun avec le MIJARC sur le thème de l'économie solidaire.

Les événements de la Société civile

Le Forum Social Mondial s'est tenu à Nairobi du 20 au 25 janvier. La FIMARC et le MIJARC y ont organisé un atelier sur le thème de l'accès aux ressources, à l'eau et aux semences. Outre cet atelier qui a rencontré un franc succès, nous avons organisé des campagnes de signatures et des manifestations dans la rue pour présenter nos revendications.

Nous vous en parlons dans le dernier VMR : le forum sur la Souveraineté alimentaire a eu lieu au Mali du 23 au 27 février. La FIMARC y était présente grâce à la participation de Ki-hwan Chung, notre Président et d'Andrea Tronchin d'Italie. La proposition de « souverainéconomie » y a été présentée. Nous donnerons un large écho de cette rencontre et de ses suites dans le prochain numéro de votre revue.



Atelier MIJARC – FIMARC, FSM 2007.



*Ki hwan CHUNG, Président de la FIMARC, Théophile TRAORE,
Président de la JICI & Georges DIXON, Président du MIJARC.*



PUBLIÉE PAR LA

Fédération Internationale des Mouvements d'Adultes Ruraux Catholiques
Federación Internacional de los Movimientos de Adultos Rurales Católicos
Federação Internacional de Movimentos de Adultos Rurais Católicos
International Federation of Rural Adult Catholic Movements

Ed. resp.: Daisy Herman, rue Jaumain, 15 - 5330 ASSESSE (Belgique)